



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Jacques-Duboin-et-l-Amerique>

Etranger

Jacques Duboin et l'Amérique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1977 - N° 750 - octobre 1977 -

Date de mise en ligne : vendredi 21 mars 2008

Date de parution : octobre 1977

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

C'EST aujourd'hui de deux côtés différents que nous parvient la confirmation, si besoin était, de la justesse d'appréciation de J. Duboin à propos de ce qu'il exposait sur le plus grand État capitaliste de la planète.

Du côté gouvernemental d'abord, avec la politique sociale du Président Carter, ensuite, du côté de l'opposition avec la position du Parti Libertarian.

L'évolution de l'État fédéral s'accroît de plus en plus vers un « esprit social ». Parmi les projets qui courent, le Sénat doit discuter une sorte de garantie de vie de l'emploi dans l'industrie métallurgique. L'aide sociale (Welfare), qui a accordé 60 des 400 milliards de dollars du budget fédéral 1976 pour le seul recours aux mères seules et sans travail, y ajoute son appui à 26 millions d'individus sur les 220 vivant aux États-Unis.

Le Président Carter aurait l'intention de faire beaucoup mieux avant 1979 en garantissant, par exemple, un salaire minimal mensuel de 2 250 F à toute personne ne pouvant ou ne voulant plus travailler. Le Welfare constate que le nombre des individus secourus augmente deux fois plus vite qu'en 1967. Depuis 1957, la population US a augmenté d'un tiers, mais le nombre des fonctionnaires a quadruplé. Le Welfare lui-même paie 300 000 nouveaux fonctionnaires.

Comme l'on sait, mondialement, que le fonctionnaire ne risque pas de produire, on en tirera le douloureux enseignement de J. Duboin : « Lorsqu'il n'est plus nécessaire de payer un homme pour qu'il produise, l'État doit le payer pour qu'il s'épanouisse ».

L'opposition à J. Carter est, bien sûr, assurée par le Parti républicain mais un Parti politique nouveau (fondé en 1971) « The Libertarian » (200 000 voix aux Präsidentielles) se réclame d'un anti-Étatisme absolu : Chacun, capitaliste et trusts compris, peut faire entièrement ce qu'il veut sauf l'exercice de la violence physique. Ce Parti qui ressemble au M.F.A. autant qu'une belette ressemble à un dinosaure, apporte des révélations qui n'en seront pas pour les abondancistes. Le Libertarien est indigné par toutes les mesures sociales.

C'est dans la Grande Révolte que, pour la première fois, on a pu apprendre que la plus Grande crise économique de tous les temps, celle du krach financier du fameux « Black Wednesday » de 1929 n'avait pas connu son terme par application du « New Deal » de Roosevelt. mais bien grâce à l'intervention militaire des USA dans le second conflit mondial.

Un livre intitulé « Incroyable machine à pain » publié en 1975 par un groupe de chercheurs de San Diego (Californie) se réclamant quelque peu du Libertarian affirme textuellement dans l'extrait publié par « Le Point » du 11-7-77 (p. 85) :

« Idée reçue et acceptée par tous : c'est Franklin Roosevelt, avec son « New Deal », après la crise de 1929, qui a donné le signal d'intervention massive de l'État dans l'économie grâce à ses grands programmes, ses lois de soutien aux syndicats, le salaire minimum garanti et, surtout, la fixation du cours du dollar sur l'or, l'interdiction aux citoyens d'acquiescer du métal précieux. C'est ainsi, dit-on, que Roosevelt a pu gagner la bataille contre la grande dépression et le chômage.

Tout cela est faux, archi-faux, répliquent les auteurs de « l'incroyable machine à pain ». Chiffres en main, ils reprennent et vulgarisent de nombreux travaux « libertariens ». Herbert Hoover, le prédécesseur de Roosevelt, était intervenu depuis longtemps. Quant à Roosevelt, il n'a rien gagné du tout : il a fallu la guerre et la mise en place d'une formidable machine à produire des armements pour que le chômage soit résorbé. Cela est tellement vrai, affirment les « libertariens », que l'Amérique a eu peur de démobiliser les hommes et les usines en 1945. Elle a inventé - avec la complicité, il est vrai, de l'Union Soviétique - la guerre froide, la course aux armements, la conquête spatiale. Bref, l'État a dépensé des milliards pour assurer le plein emploi, clef de voûte des théories de John Maynard Keynes, l'économiste britannique maître à penser de Roosevelt et des hommes d'État occidentaux depuis quarante ans.

Aujourd'hui, c'est l'État-chec partout ».